

Réflexion

Des propositions pour la sortie de crise économique

▾ Publié le : 08.01.2010 | 17h35

Des économistes avancent leurs analyses et suggèrent ce qu'il faut faire pour dépasser la crise.

«Enjeux et perspectives de l'économie du Maghreb à l'après-crise mondiale» est le thème autour duquel un débat riche a eu lieu à Casablanca jeudi dernier. Des économistes et des hommes d'affaires marocains ont présenté, chacun selon sa vision, les éléments à prendre en compte pour sortir de la crise et même pour en profiter.

Ces intervenants, invités par l'Association pour le Progrès des Dirigeants (APD) dans le cadre de ses activités et séminaires, ont été priés de répondre à des questions précises. Trois principales questions ont été posées par Saâd Kettani, président de l'APD, pour encadrer le débat. Il s'agit d'abord de savoir «quelles perspectives pour les économies du Maghreb après la crise financière et économique mondiale ?». Ensuite, «quelles sont les principales retombées sur le Maghreb ?». Et en dernier lieu, «Comment l'économie marocaine fait face à la crise et sur quels leviers devra-t-elle capitaliser pour relever les défis de l'avenir ?». Toutefois, l'ensemble des intervenants s'est focalisé davantage sur la crise et ses effets sur le Maroc.

Le panel des intervenants a été constitué de Fathallah Oualalou, professeur universitaire, ancien ministre de l'Economie et des Finances et maire de Rabat, Driss Benali, économiste et professeur universitaire, Jawad Kerdoudi, fondateur de l'Institut marocain des relations internationales (IMRI) et **Rachid Sefrioui, président de Finattech Group.**

L'ancien argentier du Royaume, Fathallah Oualalou, a relevé les conséquences de cette crise. Pour lui, cette crise a conduit le politique à intervenir en revenant donc à l'Etat salvateur. Comme elle a abouti, sur le plan mondial, à la naissance de la multipolarité et de l'émergence de nouvelles forces motrices. «A savoir les nouvelles sources d'énergie et la prééminence de l'économie verte», dit-il, tout en insistant sur le fait que la crise a permis la réhabilitation de la politique.

Par ailleurs, pour sortir de cette crise, il a proposé de renforcer les réformes lancées au Maroc, de diversifier les sources de la croissance et surtout de renforcer le marché intérieur.

Pour sa part, l'économiste Driss Benali estime que, pour sortir de la crise, le Maroc doit penser à plus de cohésion sociale en donnant une dimension plus importante à l'Initiative nationale pour le Développement humain (INDH). Il faut aussi, dit-il, accorder plus d'efforts pour l'éclosion d'une véritable classe moyenne. «Il faut cesser de parler d'une classe moyenne à partir d'un salaire de 3.500 dirhams. Il faut agir pour aider à l'émergence de cette classe par des mesures incitatives, telles que des crédits ciblés... Car, une dynamique économique ne peut venir que de cette catégorie de classe.

Il faut également réhabiliter la politique à tous les niveaux. Pour cela, il doit y avoir des acteurs politiques réels, capables de constituer un contre-pouvoir, c'est-à-dire qui peuvent donner un feedback aux gouvernants», propose-t-il.

Le président de l'IMRI a appelé à rendre l'économie marocaine plus compétitive pour faire face à la crise actuelle et aussi pour se préparer à la libéralisation prévue d'ici 2012 à la lumière des accords de libre-échange signés par le Maroc. Il a également appelé à ce qu'il y ait une harmonisation des différents plans sectoriels pour éviter que chacun ait des répercussions sur l'autre.

Quant à Rachid Sefrioui, il s'est focalisé sur le créneau porteur des nouvelles technologies au Maroc et particulièrement du « Plan Emergence ». Selon lui, c'était une bonne initiative qui va profiter au Maroc dans cette conjoncture de crise où « l'Europe a besoin de nous », avance-t-il. « Car, nous avons eu la chance d'être au bon endroit au bon moment grâce à la crise », ajoute-t-il. Selon lui, le plan de formation des milliers d'ingénieurs par an participera à l'émergence d'une classe moyenne, estime-t-il, en prenant en considération que ces ingénieurs ont des salaires qui varient entre 7.000 et 12 .000 dirhams. « En ayant un regard de l'extérieur, je vois que le Maroc est en train de vivre une épopée en la matière. Avec le Plan Numeric 2013, je pense que c'est un plan semblable à celui qui a permis la montée de la Corée du Sud », dit-il.

C'est dire que la préoccupation pour l'avenir du Maroc face à la crise a prévalu dans le débat qui était principalement destiné à parler des enjeux et des perspectives de l'économie du Maghreb à l'après crise mondiale.

Repères

Concertation

- ▾ Pour Oualalou, face à la globalisation, les banques centrales ont constaté que la gestion de la crise ne peut pas se faire sur le plan national, mais nécessite une concertation sur le plan international.
- ▾ Selon Driss Benali, la crise constitue un événement de « déplacement économique » et d'évolution. C'est une occasion de remettre en cause plusieurs choses.
- ▾ Prévion

▾ Rachid Sefrioui estime que le Maroc commencera à bénéficier dans cinq à 10 ans des bienfaits du plan émergence grâce à la crise.

